

Faits saillants

La croissance économique s'est accélérée en 2024 (1,4 %), après avoir fortement ralenti en 2023 (0,6 %). Par ailleurs, l'inflation s'est modérée à 2,3 % en 2024, alors qu'elle était de 4,5 % en 2023.

L'évolution récente de la situation économique a un effet favorable sur les revenus fiscaux, notamment sur ceux de l'impôt sur le revenu des particuliers et des taxes à la consommation. Par ailleurs, l'augmentation des dépenses du portefeuille Santé et Services sociaux et de celles des investissements en infrastructures compensent en partie la hausse des revenus. Ainsi, le déficit comptable¹ prévu pour 2024-2025 est révisé à la baisse de 677 millions de dollars par rapport à la prévision du *Point sur la situation économique et financière du Québec* de l'automne 2024 et s'établit maintenant à 8,1 milliards de dollars (1,3 % du PIB). En tenant compte des versements des revenus consacrés au Fonds des générations de 2,4 milliards de dollars, le déficit budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire s'élève à 10,4 milliards de dollars (1,7 % du PIB).

- La provision pour éventualités de 750 millions de dollars qui était prévue dans *Le point sur la situation économique et financière du Québec* de l'automne 2024 est utilisée en totalité.

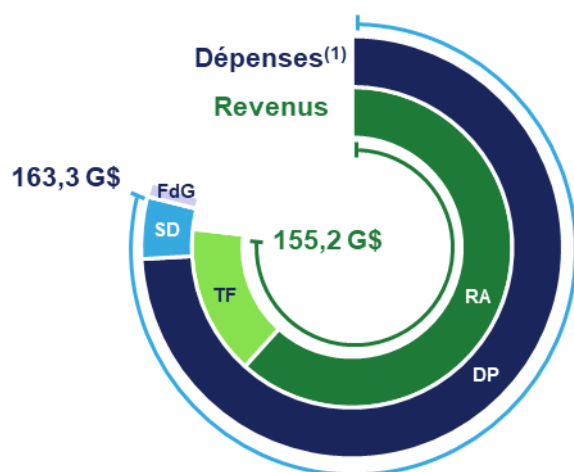
Il est attendu que les revenus atteignent 155,2 milliards de dollars pour l'ensemble de l'année et que les dépenses s'établissent à 163,3 milliards de dollars.

Le poids de la dette nette s'établira à 38,7 %² du PIB au 31 mars 2025.

Au 5 mars 2025, le programme de financement est complété pour l'année 2024-2025 et 9,3 milliards de dollars de financement par anticipation ont été réalisés^{2,3}.

Prévisions budgétaires pour l'exercice financier 2024-2025

(en milliards de dollars)



Un déficit comptable⁽²⁾ de 8,1 G\$ en 2024-2025

RA	Revenus autonomes
124,5	G\$
TF	Transferts fédéraux
30,6	G\$
DP	Dépenses de portefeuilles
153,4	G\$
SD	Service de la dette
9,9	G\$
FdG	Versements des revenus consacrés au Fonds des générations ⁽³⁾
2,4	G\$

Note : Ces prévisions correspondent à celles publiées dans le budget de mars 2025.

(1) Les versements des revenus consacrés au Fonds des générations sont présentés dans les dépenses à des fins d'illustration.

(2) Il s'agit du surplus (déficit) lié aux activités tel qu'il est présenté dans les comptes publics.

(3) En incluant les versements des revenus consacrés au Fonds des générations de 2,4 milliards de dollars, le déficit budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire s'établit à 10,4 milliards de dollars.

1. Il s'agit du surplus (déficit) lié aux activités tel qu'il est présenté dans les comptes publics.
2. Ces données correspondent à celles publiées dans le budget de mars 2025.
3. Il s'agit des emprunts à long terme réalisés entre le 1^{er} avril 2024 et le 5 mars 2025.

Évolution récente de la situation économique

La croissance économique s'est accélérée en 2024, après avoir fortement ralenti en 2023 (0,6 %). Pour les 11 premiers mois de 2024, comparativement à la période correspondante en 2023, le PIB réel par industrie (aux prix de base) a affiché une croissance de 1,1 %. Il est prévu que la croissance pour l'ensemble de l'année 2024 atteigne 1,4 %.

En 2024, l'indice des prix à la consommation (IPC) au Québec a progressé de 2,3 %. Il s'agit d'un fort ralentissement de l'inflation comparativement à l'année précédente (4,5 % en 2023).

- L'inflation annuelle au Québec a atteint 1,8 % en janvier 2025 (1,9 % au Canada) et 2,0 % en février 2025 (2,6 % au Canada). Elle demeure égale ou inférieure à 2,0 % pour un septième mois de suite.

La politique monétaire restrictive ayant porté ses fruits, la Banque du Canada a procédé à six baisses consécutives de son taux directeur entre juin 2024 et janvier 2025, le faisant passer de 5,00 % à 3,00 %.

- En mars, la Banque du Canada a de nouveau réduit son taux directeur à 2,75 %. L'assouplissement monétaire devrait se poursuivre, et le taux directeur devrait atteindre 2,50 % vers la mi-année 2025.

Au Québec, le PIB nominal a affiché une croissance de 5,3 % pour les trois premiers trimestres de 2024, comparativement à la période correspondante en 2023 (5,0 % en 2023).

En 2024, le marché du travail a ralenti. En effet, le taux de chômage est passé de 4,6 % en janvier 2024 à 5,3 % en février 2025.

- Néanmoins, le taux de chômage demeure à un niveau historiquement bas (5,3 % en moyenne en 2024) et le plus faible parmi les provinces canadiennes (6,3 % au Canada). De plus, le taux d'emploi des personnes âgées de 15 à 64 ans du Québec (77,3 % en 2024) est le plus élevé au pays (74,7 % au Canada).

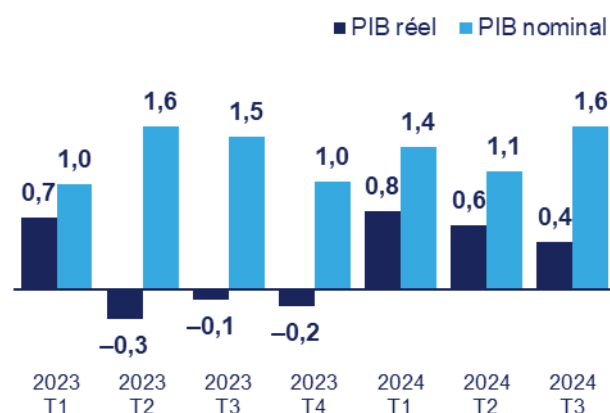
La croissance des salaires et traitements s'est élevée à 5,6 % en 2024 (5,2 % en 2023). Elle a été soutenue par les versements rétroactifs des augmentations salariales dans les secteurs public et parapublic.

Les taux d'intérêt élevés et la modération observée sur le marché de l'emploi touchent les dépenses de consommation des ménages. La valeur des dépenses des ménages a affiché une croissance de 4,5 % pour les trois premiers trimestres de 2024 comparativement à la période correspondante en 2023 (5,8 % en 2023).

L'excédent d'exploitation net des sociétés a affiché une hausse de 2,0 % pour les trois premiers trimestres de 2024 comparativement à la période correspondante en 2023 (1,6 % en 2023).

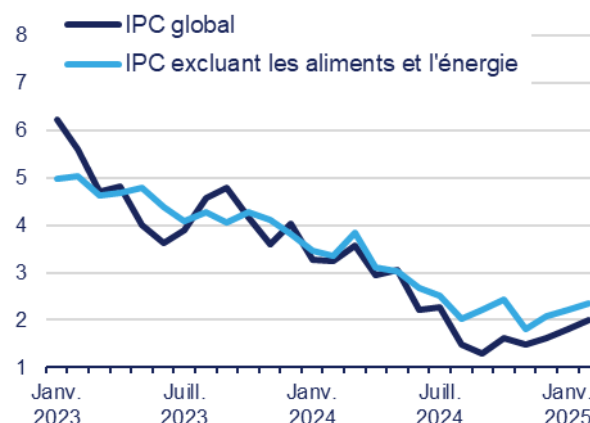
Évolution de l'activité économique au Québec⁽¹⁾

(PIB réel et nominal, variation trimestrielle en pourcentage)



Indice des prix à la consommation au Québec

(variation annuelle en pourcentage)



(1) Il s'agit des données des comptes économiques publiés le 20 décembre 2024 par l'Institut de la statistique du Québec.

Sommaire des résultats et perspectives financières pour 2024-2025

► Résultats au 31 décembre 2024

Pour les neuf premiers mois de 2024-2025, le déficit comptable s'élevait à 2,3 milliards de dollars. Il s'agit d'une détérioration de 1,4 milliard de dollars par rapport à la même période de l'année précédente.

Ce résultat s'explique par les facteurs suivants :

- des revenus de 113,6 milliards de dollars, lesquels affichaient une progression de 5,5 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette hausse s'explique principalement par la progression des revenus fiscaux, stimulée par l'évolution favorable de l'activité économique, notamment celle des salaires et traitements. La hausse des revenus fiscaux est toutefois atténuée par la diminution des transferts fédéraux provenant de la péréquation;
- des dépenses de 115,9 milliards de dollars, lesquelles présentaient une croissance de 6,8 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette croissance est en grande partie attribuable aux dépenses de portefeuilles (7,4 %), notamment celles de la santé et des services sociaux et celles de l'éducation.

Par ailleurs, le déficit budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire, soit après la prise en compte des versements des revenus consacrés au Fonds des générations de 1,8 milliard de dollars, s'établissait à 4,1 milliards de dollars.

Sommaire des résultats au 31 décembre 2024 et perspectives budgétaires pour 2024-2025

(données non auditées, en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente)

	Avril à décembre				Prévision pour l'exercice financier 2024-2025				
	2023-2024	2024-2025	Variation (M\$)	Variation (%)	Mise à jour de l'automne 2024		Nouvelle estimation ⁽¹⁾		
					Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)
Revenus autonomes	84 837	91 133	6 296	7,4	121 584	6,0	2 961	124 545	8,6
Transferts fédéraux	22 800	22 428	-372	-1,6	31 042	0,5	-406	30 636	-0,8
Total des revenus	107 637	113 561	5 924	5,5	152 626	4,9	2 555	155 181	6,6
Dépenses de portefeuilles	-100 982	-108 418	-7 436	7,4	-150 703	6,5	-2 703	-153 406	8,4
Service de la dette	-7 542	-7 447	95	-1,3	-9 928	-0,5	75	-9 853	-1,3
Total des dépenses	-108 524	-115 865	-7 341	6,8	-160 631	6,0	-2 628	-163 259	7,7
Provisions pour éventualités	—	—	—	—	-750	—	750	—	—
SURPLUS (DÉFICIT) COMPTABLE⁽²⁾	-887	-2 304	-1 417	—	-8 755	—	677	-8 078	—
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE									
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	-1 377	-1 795	-418	—	-2 243	—	-111	-2 354	—
SOLDE BUDGÉTAIRE⁽³⁾	-2 264	-4 099	-1 835	—	-10 998	—	566	-10 432	—

(1) Ces prévisions correspondent à celles publiées dans le budget de mars 2025.

(2) Il s'agit du surplus (déficit) lié aux activités tel qu'il est présenté dans les comptes publics.

(3) Il s'agit du solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

► Perspectives budgétaires pour 2024-2025

Sur la base de l'évolution de l'activité économique en 2024 et des résultats au 31 décembre 2024, le déficit comptable prévu pour 2024-2025 est révisé à la baisse de 677 millions de dollars par rapport à la prévision du *Point sur la situation économique et financière du Québec* de l'automne 2024 et s'établit à 8,1 milliards de dollars.

Les revenus sont révisés à la hausse de 2,6 milliards de dollars depuis la publication du *Point sur la situation économique et financière du Québec* de l'automne 2024. Ainsi, ils atteignent 155,2 milliards de dollars et affichent une croissance annuelle de 6,6 %.

- Les revenus autonomes sont revus à la hausse de 3,0 milliards de dollars en raison de l'évolution de la situation économique, qui se traduit notamment par une hausse des rentrées fiscales de l'impôt des particuliers et des taxes à la consommation, et des sommes que le gouvernement du Québec recevra pour compenser les coûts de santé liés au tabagisme en vertu du plan d'arrangement entre les compagnies de tabac et leurs créanciers.
- Les transferts fédéraux sont révisés à la baisse de 406 millions de dollars. Cette diminution s'explique, entre autres, par le rythme de réalisation des projets d'infrastructure qui font l'objet d'un financement fédéral⁴.

Les dépenses sont révisées à la hausse de 2,6 milliards de dollars depuis la publication du *Point sur la situation économique et financière du Québec* de l'automne 2024. Ainsi, elles s'établissent à 163,3 milliards de dollars et affichent une croissance annuelle de 7,7 %.

- Les dépenses de portefeuilles sont révisées à la hausse de 2,7 milliards de dollars. Cette augmentation s'explique par des dépenses plus élevées que prévu pour le portefeuille Santé et Services sociaux et pour les investissements en infrastructures, notamment en transport collectif, ainsi que par la variation en lien avec des moins-values durables et des provisions pour pertes révisées du Fonds du développement économique.
- Le service de la dette est révisé à la baisse de 75 millions de dollars en raison des taux d'intérêt à court terme plus faibles que prévu.

De plus, la provision pour éventualités de 750 millions de dollars, qui était prévue dans *Le point sur la situation économique et financière du Québec* de l'automne 2024, est utilisée en totalité.

Par ailleurs, le déficit budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire, soit après la prise en compte des versements des revenus consacrés au Fonds des générations de 2,4 milliards de dollars, s'établit à 10,4 milliards de dollars.

► Information complémentaire

Il est prévu que le poids de la dette nette s'établisse à 38,7 % du PIB au 31 mars 2025, soit le même niveau que dans le budget de mars 2025.

4. Les révisions des revenus de transferts fédéraux qui découlent du rythme de réalisation des projets d'infrastructure bénéficiant d'un financement fédéral n'ont pas d'effet sur le solde budgétaire, car une contrepartie est comptabilisée aux dépenses.

Revenus

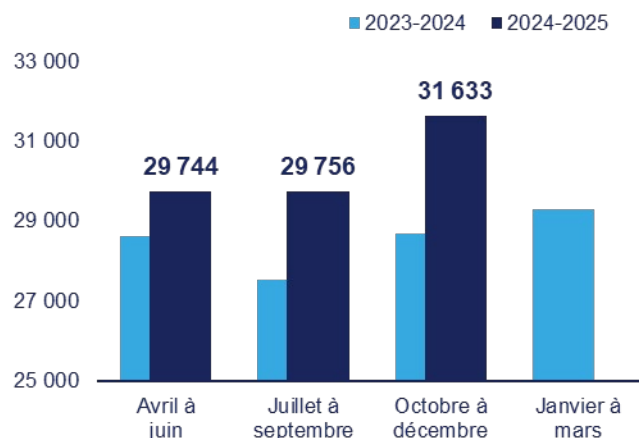
Revenus autonomes

Faits saillants

Des revenus autonomes de **91,1 milliards de dollars** au 31 décembre 2024.

Une **croissance cumulative de 7,4 %** par rapport à la même période de l'année précédente.

Revenus autonomes trimestriels (en millions de dollars)



► Résultats au 31 décembre 2024

Au 31 décembre, soit pour les neuf premiers mois de l'année 2024-2025, les revenus autonomes s'élevaient à 91,1 milliards de dollars. Il s'agit d'une hausse de 6,3 milliards de dollars (7,4 %) par rapport à la même période de l'année précédente.

Les **revenus fiscaux** ont augmenté de 5,2 milliards de dollars (7,7 %), pour atteindre 72,8 milliards de dollars, en raison notamment de la hausse :

- de 2,6 milliards de dollars (8,1 %) de l'**impôt sur le revenu des particuliers**, attribuable notamment à la croissance de 5,6 % des salaires et traitements en 2024 et à l'effet de l'harmonisation avec certaines mesures proposées dans le budget fédéral d'avril 2024, notamment l'augmentation du taux d'inclusion des gains en capital⁵;
- de 426 millions de dollars (6,8 %) des **cotisations pour les services de santé**, attribuable notamment à la croissance de 5,6 % des salaires et traitements en 2024;
- de 1,3 milliard de dollars (16,8 %) des revenus provenant des **impôts des sociétés**, due entre autres à la croissance de 2,0 % de l'excédent d'exploitation net des sociétés au cours des trois premiers trimestres de 2024 et à l'effet de l'harmonisation avec certaines mesures proposées dans le budget fédéral d'avril 2024, notamment l'augmentation du taux d'inclusion des gains en capital⁵;
- de 35 millions de dollars (4,1 %) de l'**impôt foncier scolaire**, due à l'évolution du financement des besoins locaux, qui prend en compte la croissance prévue du nombre d'élèves et celle du coût des biens et services financés par l'impôt foncier scolaire;
- de 923 millions de dollars (4,3 %) des **taxes à la consommation**, attribuable principalement à la croissance de 4,5 % de la consommation des ménages pour les trois premiers trimestres de 2024.

5. Malgré le report de sa mise en œuvre au 1^{er} janvier 2026, l'harmonisation de la fiscalité des gains en capital avec celle du régime fédéral a entraîné le devancement de transactions initialement prévues en 2025 et en 2026.

Les **autres revenus autonomes** ont crû de 1,1 milliard de dollars (7,9 %), pour atteindre 15,2 milliards de dollars, en raison de l'augmentation :

- de 19 millions de dollars (0,5 %) des **droits, permis et redevances**, découlant notamment de l'évolution favorable des revenus provenant des droits sur les permis de conduire et des droits d'immatriculation;
- de 1,1 milliard de dollars (11,0 %) des **revenus divers** due, entre autres, à la hausse des revenus de placement du Fonds des générations, des revenus de vente de biens et services et des revenus d'intérêts sur les créances fiscales administrées par Revenu Québec.

Les **revenus provenant des entreprises du gouvernement** ont diminué de 22 millions de dollars (−0,7 %), pour s'établir à 3,1 milliards de dollars.

- Cette évolution est principalement attribuable à la diminution des résultats d'Hydro-Québec, liée notamment à la hausse de ses charges d'exploitation, ce qui s'explique entre autres par la croissance des dépenses liées aux activités visant à améliorer la qualité et la fiabilité des services.
- Cette diminution est partiellement compensée par la hausse des résultats de Loto-Québec, attribuable notamment à une augmentation des revenus générés par le secteur des casinos.

Revenus autonomes

(données non auditées, en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente)

					Prévision pour l'exercice financier 2024-2025				
	Avril à décembre				Mise à jour de l'automne 2024		Nouvelle estimation ⁽¹⁾		
	2023-2024	2024-2025	Variation (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)
Impôt sur le revenu et les biens									
– Impôt sur le revenu des particuliers	31 600	34 157	2 557	8,1	44 990	7,5	469	45 459	8,6
– Cotisations pour les services de santé	6 311	6 737	426	6,8	8 825	3,4	133	8 958	5,0
– Impôts des sociétés	7 464	8 720	1 256	16,8	12 868	12,9	120	12 988	13,9
– Impôt foncier scolaire	859	894	35	4,1	1 206	4,9	−26	1 180	2,6
Taxes à la consommation	21 338	22 261	923	4,3	27 523	1,6	446	27 969	3,3
Revenus fiscaux	67 572	72 769	5 197	7,7	95 412	6,0	1 142	96 554	7,2
Droits, permis et redevances	4 086	4 105	19	0,5	6 065	3,0	−145	5 920	0,5
Revenus divers	10 017	11 119	1 102	11,0	14 778	9,4	1 887	16 665	23,4
Autres revenus autonomes	14 103	15 224	1 121	7,9	20 843	7,5	1 742	22 585	16,5
Total des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement	81 675	87 993	6 318	7,7	116 255	6,2	2 884	119 139	8,9
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	3 162	3 140	−22	−0,7	5 329	1,7	77	5 406	3,1
TOTAL	84 837	91 133	6 296	7,4	121 584	6,0	2 961	124 545	8,6

(1) Ces prévisions correspondent à celles publiées dans le budget de mars 2025.

► Perspectives budgétaires pour 2024-2025

Il est prévu que les revenus autonomes s'établissent à 124,5 milliards de dollars en 2024-2025 (croissance annuelle de 8,6 %). Il s'agit d'une révision à la hausse de 3,0 milliards de dollars par rapport à la prévision du *Point sur la situation économique et financière du Québec* de l'automne 2024.

Les **revenus fiscaux** sont révisés à la hausse de 1,1 milliard de dollars en 2024-2025. Cette révision s'explique principalement par :

- la révision à la hausse de 469 millions de dollars de l'**impôt sur le revenu des particuliers** et de 133 millions de dollars des **cotisations pour les services de santé**, attribuable aux rentrées fiscales plus élevées que prévu provenant des retenues à la source;
- la révision à la hausse de 120 millions de dollars des **impôts des sociétés**, due à la révision à la hausse de 5,7 points de pourcentage de la croissance de l'excédent d'exploitation net des sociétés en 2024;
- la révision à la baisse de 26 millions de dollars de l'**impôt foncier scolaire**, due à l'évolution du coût des biens et services financés par l'impôt foncier scolaire;
- la révision à la hausse de 446 millions de dollars des **taxes à la consommation**, attribuable notamment à la révision à la hausse des investissements en construction résidentielle de 2,8 points de pourcentage en 2024.

Les **autres revenus autonomes** sont révisés à la hausse de 1,7 milliard de dollars en 2024-2025. Cette révision s'explique principalement par :

- la baisse de 145 millions de dollars des **droits, permis et redevances** provenant de la révision à la baisse des revenus de la vente aux enchères de droits d'émission de GES;
- la hausse de 1,9 milliard de dollars des **revenus divers** découlant notamment des sommes que le gouvernement du Québec recevra pour compenser les coûts de santé liés au tabagisme en vertu du plan d'arrangement entre les compagnies de tabac et leurs créanciers.

Les **revenus provenant des entreprises du gouvernement** sont revus à la hausse de 77 millions de dollars, en grande partie en raison de l'augmentation des revenus provenant d'Hydro-Québec, liée principalement à la hausse de la valeur des ventes d'électricité au Québec.

Composition des revenus autonomes

Les revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement se composent principalement de revenus fiscaux, soit l'impôt sur le revenu des particuliers, les cotisations pour les services de santé, les impôts des sociétés, l'impôt foncier scolaire et les taxes à la consommation.

- Leur évolution reflète généralement celle de l'activité économique au Québec et les modifications apportées aux régimes fiscaux.

Les revenus autonomes comprennent également d'autres sources de revenus :

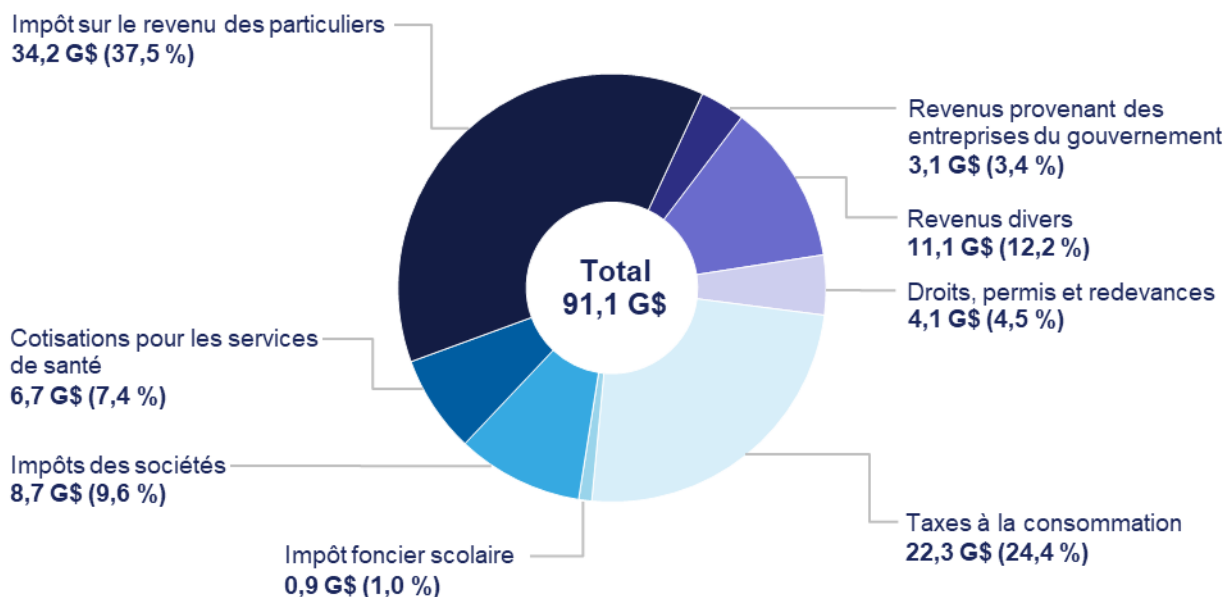
- les droits, permis et redevances, notamment les revenus du marché du carbone;
- les revenus divers, tels que les intérêts, la vente de biens et services, ainsi que les amendes, confiscations et recouvrements.

Les entreprises du gouvernement sont composées des sociétés publiques qui possèdent une vocation commerciale, une autonomie de gestion et une autosuffisance financière.

- Les revenus provenant des entreprises du gouvernement correspondent essentiellement aux résultats nets de ces sociétés.

Revenus autonomes au 31 décembre 2024

(en milliards de dollars et en pourcentage des revenus autonomes totaux)



Revenus

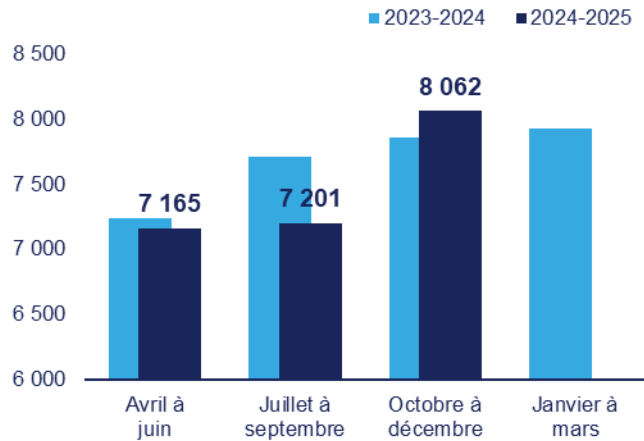
Transferts fédéraux

Faits saillants

Des transferts fédéraux de **22,4 milliards de dollars** au 31 décembre 2024.

Une **variation cumulative de -1,6 %** par rapport à la même période de l'année précédente.

Transferts fédéraux trimestriels
(en millions de dollars)



► Résultats au 31 décembre 2024

Au 31 décembre, soit pour les neuf premiers mois de l'année 2024-2025, les transferts fédéraux totalisaient 22,4 milliards de dollars. Il s'agit d'une baisse de 372 millions de dollars (-1,6 %) comparativement à la même période de l'année précédente. Cette variation s'explique, entre autres, par une baisse de la péréquation qui résulte des changements apportés par le gouvernement fédéral à ce programme dans le cadre de son budget de mars 2023.

- Ces changements concernent principalement l'estimation de la capacité fiscale des provinces à l'assiette des impôts fonciers non résidentiels.

Transferts fédéraux									
(données non auditées, en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente)									
	Avril à décembre				Prévision pour l'exercice financier 2024-2025				
					Mise à jour de l'automne 2024		Nouvelle estimation ⁽¹⁾		
	2023-2024	2024-2025	Variation (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)
Péréquation	10 528	9 987	-541	-5,1	13 316	-5,1	—	13 316	-5,1
Transferts pour la santé	6 608	6 301	-307	-4,6	8 547	-1,9	-122	8 425	-3,3
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 125	992	-133	-11,8	1 323	-8,8	27	1 350	-7,0
Autres programmes	4 539	5 148	609	13,4	7 856	17,7	-311	7 545	13,1
TOTAL	22 800	22 428	-372	-1,6	31 042	0,5	-406	30 636	-0,8

(1) Ces prévisions correspondent à celles publiées dans le budget de mars 2025.

► Perspectives budgétaires pour 2024-2025

Les transferts fédéraux atteignent 30,6 milliards de dollars (variation annuelle de -0,8 %) en 2024-2025. Il s'agit d'une révision à la baisse de 406 millions de dollars par rapport à la prévision du *Point sur la situation économique et financière du Québec* de l'automne 2024, qui s'explique, entre autres, par le rythme de réalisation des projets d'infrastructure qui font l'objet d'un financement fédéral⁶.

Composition des transferts fédéraux

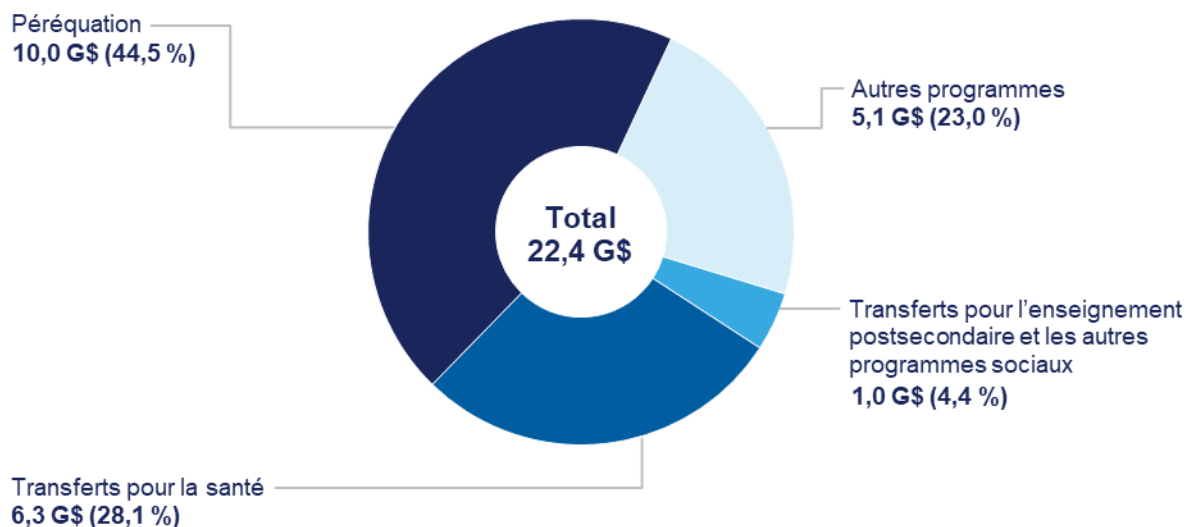
Les revenus de transferts fédéraux correspondent aux revenus du gouvernement fédéral qui sont versés au Québec en vertu de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, ainsi qu'aux revenus des autres programmes qui découlent d'ententes bilatérales.

Ces revenus proviennent principalement :

- du programme de péréquation;
- du Transfert canadien en matière de santé (TCS);
- du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS);
- des autres programmes découlant d'ententes avec le gouvernement fédéral sur divers domaines (ex. : l'intégration des immigrants, l'apprentissage et la garde des jeunes enfants, le marché du travail et les infrastructures).

Transferts fédéraux au 31 décembre 2024

(en milliards de dollars et en pourcentage des revenus totaux de transferts fédéraux)



6. Les révisions des revenus de transferts fédéraux qui découlent du rythme de réalisation des projets d'infrastructure bénéficiant d'un financement fédéral n'ont pas d'effet sur le solde budgétaire, car une contrepartie est comptabilisée aux dépenses.

Dépenses

Dépenses de portefeuilles et service de la dette

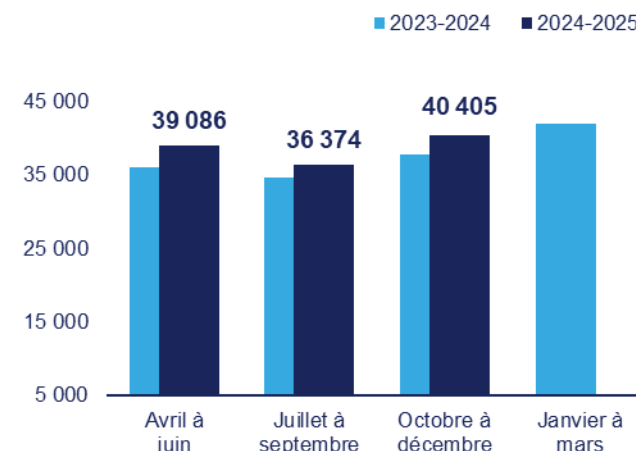
Faits saillants

Des dépenses
de **115,9 milliards de dollars**
réalisées au 31 décembre 2024.

Une **croissance cumulative de 6,8 %**
par rapport à la même période
de l'année précédente.

Dépenses trimestrielles

(en millions de dollars)



► Résultats au 31 décembre 2024

Au 31 décembre, soit pour les neuf premiers mois de l'année 2024-2025, les dépenses totalisaient 115,9 milliards de dollars. Il s'agit d'une augmentation de 7,3 milliards de dollars (6,8 %) comparativement à la même période de l'année précédente.

Les **dépenses de portefeuilles** ont augmenté de 7,4 milliards de dollars (7,4 %), pour s'établir à 108,4 milliards de dollars. En plus de découler de l'évolution attendue des coûts liés à la prestation des services publics, la croissance observée au 31 décembre 2024 s'explique par ces facteurs :

- les dépenses du portefeuille **Santé et Services sociaux** ont augmenté de 2,6 milliards de dollars (5,8 %), pour atteindre 47,6 milliards de dollars. Cette augmentation est notamment attribuable à l'évolution de la rémunération et des dépenses liées aux médicaments;
- les dépenses du portefeuille **Éducation** ont augmenté de 2,5 milliards de dollars (17,7 %), pour atteindre 16,8 milliards de dollars. Cette augmentation découle de l'évolution de la rémunération du personnel des centres de services scolaires et des commissions scolaires liée aux indexations salariales et à l'accroissement du personnel pour répondre à la hausse du nombre d'élèves;
- les dépenses du portefeuille **Enseignement supérieur** ont augmenté de 504 millions de dollars (6,7 %), pour atteindre 8,0 milliards de dollars. Cette augmentation résulte notamment du financement des nouvelles infrastructures des universités privées ainsi que de l'évolution de la rémunération du personnel des établissements d'enseignement supérieur liée aux indexations salariales;
- les dépenses du portefeuille **Famille** ont augmenté de 448 millions de dollars (7,2 %), pour atteindre 6,6 milliards de dollars. Cette augmentation s'explique notamment par la hausse du financement des infrastructures des centres de la petite enfance (CPE) et par la hausse de l'Allocation famille;
- les dépenses du portefeuille **Transports et Mobilité durable** ont diminué de 87 millions de dollars (-1,8 %), pour atteindre 4,7 milliards de dollars. Cette diminution découle notamment de subventions non récurrentes accordées en 2023-2024 pour appuyer le transport collectif;

- les dépenses du portefeuille **Emploi et Solidarité sociale** ont augmenté de 35 millions de dollars (0,8 %), pour s'établir à 4,3 milliards de dollars. Cette augmentation résulte notamment de la hausse des dépenses liées aux programmes d'aide financière de dernier recours;
- les dépenses du portefeuille **Affaires municipales et Habitation** ont augmenté de 303 millions de dollars (11,9 %), pour atteindre 2,8 milliards de dollars. Cette augmentation est entre autres attribuable aux coûts plus élevés des projets d'infrastructures municipales et de logements sociaux;
- les dépenses du portefeuille **Économie, Innovation et Énergie** ont augmenté de 446 millions de dollars (17,1 %), pour atteindre 3,1 milliards de dollars. Cette augmentation découle notamment de la hausse du crédit d'impôt pour le développement des affaires électroniques ainsi que de la variation en lien avec des moins-values durables et des provisions pour pertes révisées du Fonds du développement économique;
- les dépenses du portefeuille **Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs** ont augmenté de 352 millions de dollars (30,8 %), pour atteindre 1,5 milliard de dollars. Cette variation s'explique notamment par l'augmentation des subventions du programme Roulez vert en raison de la hausse importante des ventes de véhicules électriques neufs;
- les dépenses des **autres portefeuilles** ont augmenté de 311 millions de dollars (2,5 %), pour atteindre 13,0 milliards de dollars.

Les dépenses du **service de la dette** ont, quant à elles, diminué de 95 millions de dollars (−1,3 %), pour s'établir à 7,4 milliards de dollars. Cette diminution s'explique notamment par la non-récurrence de pertes sur disposition d'actifs comptabilisées en 2023-2024 dans le cadre des activités de placement du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement.

Dépenses

(données non auditées, en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente)

					Prévision pour l'exercice financier 2024-2025				
	Avril à décembre				Mise à jour de l'automne 2024		Nouvelle estimation ⁽¹⁾		
	2023-2024	2024-2025	Variation (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)
Santé et Services sociaux	45 025	47 632	2 607	5,8	62 807	3,0	789	63 596	4,3
Éducation	14 236	16 753	2 517	17,7	22 537	12,4	479	23 016	14,7
Enseignement supérieur	7 499	8 003	504	6,7	11 050	5,5	31	11 081	5,8
Famille	6 184	6 632	448	7,2	8 554	−4,1	130	8 684	−2,6
Transports et Mobilité durable	4 827	4 740	−87	−1,8	7 060	5,4	511	7 571	13,0
Emploi et Solidarité sociale	4 258	4 293	35	0,8	5 754	0,5	42	5 796	1,2
Affaires municipales et Habitation	2 539	2 842	303	11,9	5 324	8,3	−178	5 146	4,7
Économie, Innovation et Énergie	2 612	3 058	446	17,1	4 012	4,8	846	4 858	26,8
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	1 144	1 496	352	30,8	2 462	1,3	−27	2 435	0,2
Autres portefeuilles	12 658	12 969	311	2,5	21 143	20,8	80	21 223	21,3
Dépenses de portefeuilles	100 982	108 418	7 436	7,4	150 703	6,5	2 703	153 406	8,4
Service de la dette	7 542	7 447	−95	−1,3	9 928	−0,5	−75	9 853	−1,3
TOTAL	108 524	115 865	7 341	6,8	160 631	6,0	2 628	163 259	7,7

(1) Ces prévisions correspondent à celles publiées dans le budget de mars 2025.

► Perspectives budgétaires pour 2024-2025

Il est prévu que les dépenses s'établissent à 163,3 milliards de dollars en 2024-2025 (croissance annuelle de 7,7 %). Il s'agit d'une révision à la hausse de 2,6 milliards de dollars par rapport à la prévision du *Point sur la situation économique et financière du Québec* de l'automne 2024.

- Les dépenses de portefeuilles sont révisées à la hausse de 2,7 milliards de dollars et totalisent 153,4 milliards de dollars (croissance annuelle de 8,4 %). Cette révision s'explique par des dépenses plus élevées que prévu pour le portefeuille Santé et Services sociaux et pour les investissements en infrastructures, notamment en transport collectif, ainsi que par la variation en lien avec des moins-values durables et des provisions pour pertes révisées du Fonds du développement économique.
- Le service de la dette est révisé à la baisse de 75 millions de dollars, pour s'établir à 9,9 milliards de dollars (croissance annuelle de -1,3 %). Cette révision s'explique par des taux d'intérêt à court terme plus faibles que prévu.

Composition des dépenses de portefeuilles

Les dépenses de portefeuilles représentent l'ensemble des ressources consacrées à la prestation des services publics. Le gouvernement met sur pied des programmes qui sont administrés directement par les entités gouvernementales tels les ministères et organismes.

- Les programmes et les entités sous la responsabilité d'un ministre représentent un portefeuille.

Les dépenses d'un portefeuille se composent :

- des dépenses de programmes;
- des dépenses réalisées notamment par les fonds spéciaux, les organismes autres que budgétaires ainsi que les organismes des réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et de l'enseignement supérieur;
- des dépenses financées par le régime fiscal, lesquelles sont constituées des crédits d'impôt remboursables et de la dépense pour créances douteuses associée aux revenus fiscaux.

La composition et le niveau de dépenses de chaque portefeuille varient selon la nature de la fonction et des programmes sous la responsabilité du ministre. Ainsi, certains portefeuilles auront plus de dépenses que d'autres, en fonction de leur mission.

En 2024-2025, il y a 25 portefeuilles ministériels. Les trois principaux, soit Santé et Services sociaux, Éducation ainsi qu'Enseignement supérieur, représentent près de 64 % des dépenses de portefeuilles.

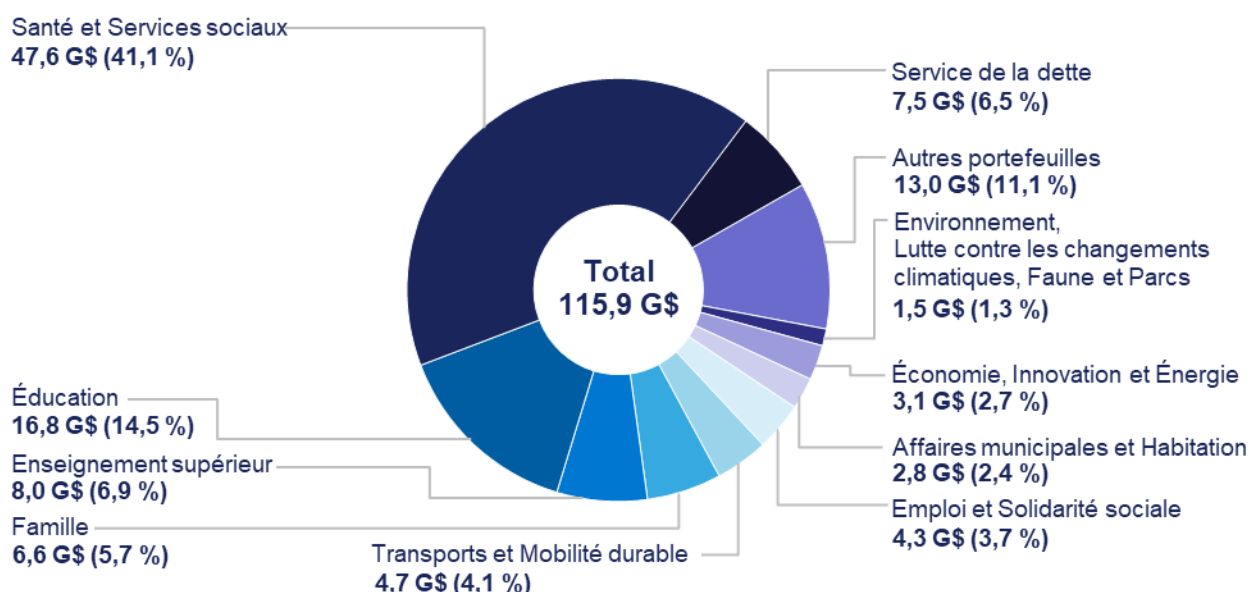
Composition du service de la dette

Le service de la dette correspond à la somme des intérêts sur la dette directe ainsi que des intérêts sur le passif au titre des régimes de retraite et des autres avantages sociaux futurs des employés des secteurs public et parapublic.

Il dépend notamment de la taille de la dette et des taux d'intérêt sur les marchés financiers. Chaque année, le gouvernement doit consacrer une part des revenus de l'État au paiement des intérêts.

Dépenses au 31 décembre 2024

(en milliards de dollars et en pourcentage des dépenses totales)



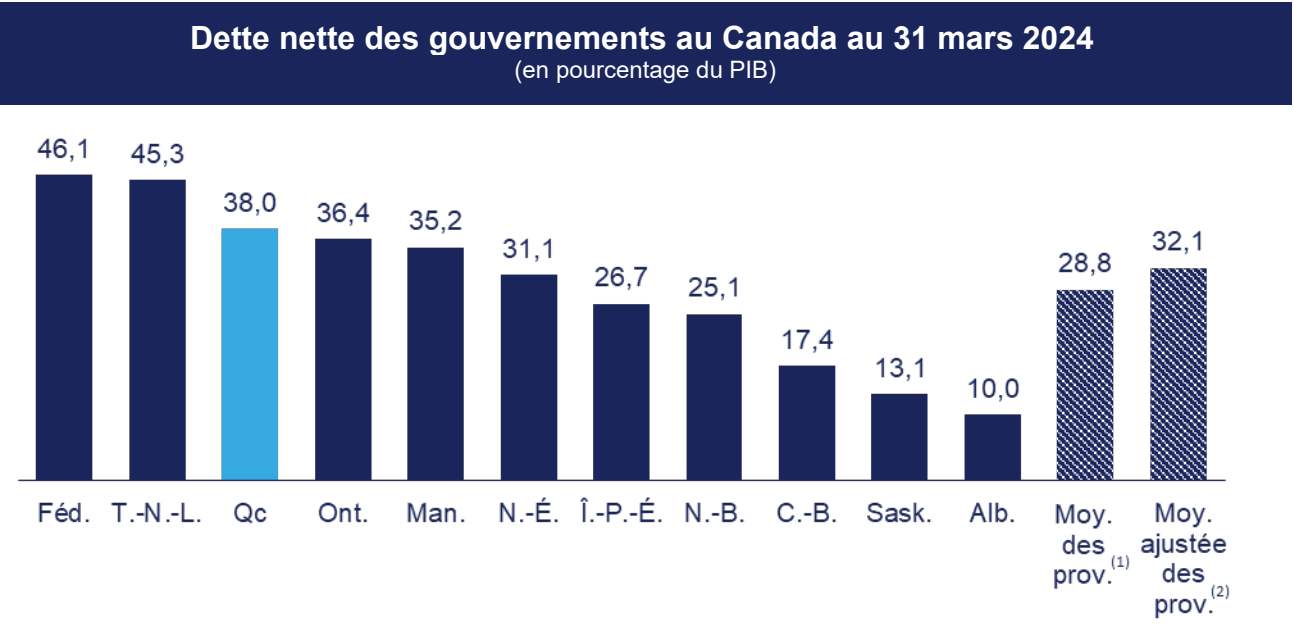
Dette

Au 31 mars 2025, la dette nette s’établira à 235,8 milliards de dollars, soit 38,7 % du PIB. Par rapport au *Point sur la situation économique et financière du Québec* de l’automne 2024, il s’agit d’une révision à la baisse du niveau de la dette nette de 0,3 point de pourcentage, en raison notamment du déficit moins élevé que prévu et d’une croissance du PIB nominal en 2024 plus élevée que prévu.

Dette nette au 31 mars 2025			
(en millions de dollars, sauf indication contraire)			
	Mise à jour de l'automne 2024	Révisions	Nouvelle estimation ⁽¹⁾
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	220 016	—	220 016
EN % DU PIB	38,0	—	38,0
Déficit (surplus) comptable	8 755	-677	8 078
Immobilisations	8 087	-59	8 028
Ajustements comptables	-296	—	-296
Variation totale	16 546	-736	15 810
DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE	236 562	-736	235 826
EN % DU PIB	39,0	-0,3	38,7

(1) Ces prévisions correspondent à celles publiées dans le budget de mars 2025.

Au 31 mars 2024, le poids de la dette nette du Québec s’est établi à 38,0 % du PIB, comparativement à 28,8 % pour la moyenne des provinces⁷. En excluant la province la moins endettée, l’Alberta, et la province la plus endettée, Terre-Neuve-et-Labrador, cette moyenne s’élève à 32,1 %.



(1) Il s’agit d’une moyenne pondérée par le PIB.
(2) Il s’agit d’une moyenne pondérée par le PIB excluant la province la moins endettée, l’Alberta, et la province la plus endettée, Terre-Neuve-et-Labrador.
Sources : Comptes publics des gouvernements et Statistique Canada.

7. La moyenne des provinces au 31 mars 2023 était de 28,6 %.

Surplus ou besoins financiers nets

Pour la période d’avril à décembre 2024, les besoins financiers nets atteignent 19,0 milliards de dollars et s’expliquent par :

- le déficit comptable de 2,3 milliards de dollars résultant de la différence entre les revenus et les dépenses du gouvernement;
- les besoins financiers de 2,8 milliards de dollars pour les placements, prêts et avances, qui découlent notamment d’une augmentation de la valeur de consolidation des entreprises du gouvernement⁸, d’une hausse des placements effectués par le Fonds du développement économique et par Financement-Québec;
- les besoins financiers de 6,9 milliards de dollars liés aux immobilisations du gouvernement, dus principalement à des investissements de 10,9 milliards de dollars, notamment pour la réfection et la construction d’écoles et d’établissements de santé. Ces investissements sont compensés en partie par des dépenses d’amortissement de 4,0 milliards de dollars⁸;
- les besoins financiers de 2,2 milliards de dollars liés au passif des régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs, qui résultent du versement des prestations aux employés de l’État de 5,6 milliards de dollars compensé par le coût net des régimes de 3,3 milliards de dollars⁸;
- les besoins financiers de 3,0 milliards de dollars provenant des autres comptes⁹, besoins qui découlent notamment de remboursements relatifs aux impôts et aux taxes ainsi que de déboursés relatifs à des dépenses réalisés en 2024-2025, mais comptabilisés à la fin de 2023-2024;
- les besoins financiers de 1,8 milliard de dollars générés par les versements au Fonds des générations.

Surplus ou besoins financiers nets

(données non auditées, en millions de dollars)

	Avril à décembre	
	2023-2024	2024-2025
SURPLUS (DÉFICIT) COMPTABLE	-887	-2 304
Opérations non budgétaires		
Placements, prêts et avances	-3 589	-2 780
Immobilisations nettes	-5 489	-6 940
Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs	-2 588	-2 190
Autres comptes ⁽¹⁾	-2 281	-3 036
Versements au Fonds des générations	-1 377	-1 795
Total des opérations non budgétaires	-15 324	-16 741
SURPLUS (BESOINS) FINANCIERS NETS	-16 211	-19 045

(1) Les surplus ou besoins financiers relatifs aux autres comptes peuvent varier de façon importante d’un mois à l’autre, notamment en fonction du moment où le gouvernement encaisse ou décaisse les sommes relatives à ses activités. Par exemple, lorsque le dernier jour d’un mois n’est pas un jour ouvrable, les remises relatives à la TVQ sont encaissées au début du mois suivant, de sorte que l’équivalent de deux mois de remises peut être encaissé au cours d’un même mois.

8. Ces éléments, qui sont inclus dans le surplus (déficit) comptable du gouvernement, sont éliminés dans les opérations non budgétaires, car ils n’ont pas d’effet sur les liquidités.

9. Les surplus ou besoins financiers relatifs aux autres comptes peuvent varier de façon importante d’un mois à l’autre, notamment en fonction du moment où le gouvernement encaisse ou décaisse les sommes relatives à ses activités. Par exemple, lorsque le dernier jour d’un mois n’est pas un jour ouvrable, les remises relatives à la TVQ sont encaissées au début du mois suivant, de sorte que l’équivalent de deux mois de remises peut être encaissé au cours d’un même mois.

Composition des surplus ou besoins financiers nets

Les revenus et les dépenses du gouvernement sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

- Les revenus sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés et les dépenses, lorsqu'elles sont réalisées, sans égard au moment où ont lieu les encaissements et les décaissements.

Les surplus ou besoins financiers nets, quant à eux, sont constitués de l'écart entre les encaissements et les décaissements résultant des activités du gouvernement. Pour pourvoir à ses besoins financiers nets, le gouvernement a recours à diverses sources de financement, dont sa trésorerie et ses emprunts.

Les diverses rubriques des besoins financiers nets représentent les encaissements et les décaissements nets générés par les investissements du gouvernement en prêts, en placements, en participations dans ses entreprises et en immobilisations, par les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ainsi que par les autres comptes.

- Cette dernière rubrique comprend notamment le paiement des comptes fournisseurs et la perception des comptes débiteurs. Les versements au Fonds des générations créent également des besoins financiers.

Programme de financement et emprunts réalisés

Le programme de financement correspond aux emprunts à long terme qui sont effectués pour, notamment, rembourser les emprunts qui arrivent à échéance et financer les investissements en immobilisations du gouvernement. Pour l'année 2024-2025, le programme s'établit à 36,7 milliards de dollars¹⁰.

En date du 5 mars 2025, comme présenté dans le budget de mars 2025, le programme de financement est complété pour l'année 2024-2025 et 9,3 milliards de dollars de financement par anticipation ont été réalisés¹¹.

- Les obligations conventionnelles en dollars canadiens sont le principal instrument d'emprunt utilisé.
- Les emprunts sur les marchés étrangers représentent 34 % des emprunts émis jusqu'à maintenant en 2024-2025.

Sommaire des emprunts à long terme réalisés en 2024-2025

Devises	En M\$	En %
DOLLAR CANADIEN		
Obligations conventionnelles	23 568	64,2
Produits d'épargne émis par Épargne Placements Québec	543	1,5
Obligations vertes	—	—
Immigrants investisseurs ⁽¹⁾	3	—
Sous-total	24 114	65,7
AUTRES DEISES		
Dollar américain	7 761	21,1
Euro	1 866	5,1
Livre sterling	1 323	3,6
Dollar australien	1 212	3,3
Franc suisse	434	1,2
Sous-total	12 596	34,3
TOTAL	36 710	100,0

Note : Il s'agit des emprunts à long terme réalisés entre le 1^{er} avril 2024 et le 5 mars 2025.

(1) Ces emprunts proviennent des sommes avancées par les immigrants investisseurs. Ces sommes sont prêtées au gouvernement par l'intermédiaire d'Investissement Québec.

Sommaire des remboursements d'emprunts à long terme réalisés en 2024-2025

Devises	En M\$
DOLLAR CANADIEN	
Obligations conventionnelles	7 500
Autres	464
Sous-total	7 964
AUTRES DEISES	
Dollar américain	3 126
Autres	903
Sous-total	4 029
TOTAL	11 993

Note : Il s'agit des remboursements d'emprunts à long terme réalisés entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 décembre 2024.

10. Il s'agit du programme de financement présenté dans le budget de mars 2025.

11. Il s'agit des emprunts à long terme réalisés entre le 1^{er} avril 2024 et le 5 mars 2025.

Annexe 1 : Résultats et perspectives budgétaires pour 2024-2025

Résultats et perspectives budgétaires pour 2024-2025

(niveau et révision en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente en pourcentage)

	Prévisions pour l'exercice financier 2024-2025										Révision depuis le budget de mars 2024 (M\$)
	Avril à décembre		Budget de mars 2024		Mise à jour de l'automne 2024			Nouvelle estimation ⁽¹⁾			
	Niveau (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)	
Revenus											
Revenus autonomes	91 133	7,4	120 904	4,7	680	121 584	6,0	2 961	124 545	8,6	3 641
Transferts fédéraux	22 428	-1,6	29 397	-6,0	1 645	31 042	0,5	-406	30 636	-0,8	1 239
Sous-total – Revenus	113 561	5,5	150 301	2,4	2 325	152 626	4,9	2 555	155 181	6,6	4 880
Dépenses											
Dépenses de portefeuilles	-108 418	7,4	-147 815	4,6	-2 888	-150 703	6,5	-2 703	-153 406	8,4	-5 591
Service de la dette	-7 447	-1,3	-9 762	1,2	-166	-9 928	-0,5	75	-9 853	-1,3	-91
Sous-total – Dépenses	-115 865	6,8	-157 577	4,4	-3 054	-160 631	6,0	-2 628	-163 259	7,7	-5 682
Provision pour éventualités	—	—	-1 500	—	750	-750	—	750	—	—	1 500
SURPLUS (DÉFICIT) COMPTABLE ⁽²⁾	-2 304	—	-8 776	—	21	-8 755	—	677	-8 078	—	698
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE											
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	-1 795	—	-2 222	—	-21	-2 243	—	-111	-2 354	—	-132
SOLDE BUDGÉTAIRE ⁽³⁾	-4 099	—	-10 998	—	—	-10 998	—	566	-10 432	—	566

(1) Ces prévisions correspondent à celles publiées dans le budget de mars 2025.

(2) Il s'agit du surplus (déficit) lié aux activités tel qu'il est présenté dans les comptes publics.

(3) Il s'agit du solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

Annexe 1 : Résultats et perspectives budgétaires pour 2024-2025 (suite)

Résultats et perspectives budgétaires pour 2024-2025 – Revenus

(niveau et révision en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente en pourcentage)

Prévisions pour l'exercice financier 2024-2025											
	Avril à décembre		Budget de mars 2024		Mise à jour de l'automne 2024			Nouvelle estimation ⁽¹⁾			Révision depuis le budget de mars 2024 (M\$)
	Niveau (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)	
Revenus autonomes											
Impôt sur le revenu et les biens											
– Impôt sur le revenu des particuliers	34 157	8,1	44 952	6,0	38	44 990	7,5	469	45 459	8,6	507
– Cotisations pour les services de santé	6 737	6,8	8 670	4,5	155	8 825	3,4	133	8 958	5,0	288
– Impôts des sociétés	8 720	16,8	12 116	6,3	752	12 868	12,9	120	12 988	13,9	872
– Impôt foncier scolaire	894	4,1	1 310	15,2	–104	1 206	4,9	–26	1 180	2,6	–130
Taxes à la consommation	22 261	4,3	27 991	3,2	–468	27 523	1,6	446	27 969	3,3	–22
Sous-total – Revenus fiscaux	72 769	7,7	95 039	5,2	373	95 412	6,0	1 142	96 554	7,2	1 515
Droits, permis et redevances	4 105	0,5	5 940	1,9	125	6 065	3,0	–145	5 920	0,5	–20
Revenus divers	11 119	11,0	14 507	2,8	271	14 778	9,4	1 887	16 665	23,4	2 158
Sous-total – Autres revenus autonomes	15 224	7,9	20 447	2,5	396	20 843	7,5	1 742	22 585	16,5	2 138
Total des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement	87 993	7,7	115 486	4,7	769	116 255	6,2	2 884	119 139	8,9	3 653
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	3 140	–0,7	5 418	4,3	–89	5 329	1,7	77	5 406	3,1	–12
Total des revenus autonomes	91 133	7,4	120 904	4,7	680	121 584	6,0	2 961	124 545	8,6	3 641
Transferts fédéraux											
Péréquation	9 987	–5,1	13 316	–5,1	—	13 316	–5,1	—	13 316	–5,1	—
Transferts pour la santé	6 301	–4,6	8 554	–2,6	–7	8 547	–1,9	–122	8 425	–3,3	–129
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	992	–11,8	1 351	–6,9	–28	1 323	–8,8	27	1 350	–7,0	–1
Autres programmes	5 148	13,4	6 176	–12,1	1 680	7 856	17,7	–311	7 545	13,1	1 369
Sous-total – Transferts fédéraux	22 428	–1,6	29 397	–6,0	1 645	31 042	0,5	–406	30 636	–0,8	1 239
TOTAL DES REVENUS	113 561	5,5	150 301	2,4	2 325	152 626	4,9	2 555	155 181	6,6	4 880

(1) Ces prévisions correspondent à celles publiées dans le budget de mars 2025.

Annexe 1 : Résultats et perspectives budgétaires pour 2024-2025 (suite)

Résultats et perspectives budgétaires pour 2024-2025 – Dépenses

(niveau et révision en millions de dollars, variation par rapport à la même période de l'année précédente en pourcentage)

	Prévisions pour l'exercice financier 2024-2025										Révision depuis le budget de mars 2024 (M\$)
	Avril à décembre		Budget de mars 2024		Mise à jour de l'automne 2024			Nouvelle estimation ⁽¹⁾			
	Niveau (M\$)	Variation (%)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)	Révision (M\$)	Niveau (M\$)	Variation (%)	
Dépenses de portefeuilles											
Santé et Services sociaux	47 632	5,8	61 909	4,2	898	62 807	3,0	789	63 596	4,3	1 687
Éducation	16 753	17,7	22 364	9,3	173	22 537	12,4	479	23 016	14,7	652
Enseignement supérieur	8 003	6,7	11 060	3,5	-10	11 050	5,5	31	11 081	5,8	21
Famille	6 632	7,2	8 498	-2,6	56	8 554	-4,1	130	8 684	-2,6	186
Transports et Mobilité durable	4 740	-1,8	6 603	7,5	457	7 060	5,4	511	7 571	13,0	968
Emploi et Solidarité sociale	4 293	0,8	5 615	-2,2	139	5 754	0,5	42	5 796	1,2	181
Affaires municipales et Habitation	2 842	11,9	5 064	-4,9	260	5 324	8,3	-178	5 146	4,7	82
Économie, Innovation et Énergie	3 058	17,1	3 983	-4,4	29	4 012	4,8	846	4 858	26,8	875
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	1 496	30,8	2 092	-5,7	370	2 462	1,3	-27	2 435	0,2	343
Autres portefeuilles	12 969	2,5	20 627	11,7	516	21 143	20,8	80	21 223	21,3	596
Sous-total – Dépenses de portefeuilles	108 418	7,4	147 815	4,6	2 888	150 703	6,5	2 703	153 406	8,4	5 591
Service de la dette	7 447	-1,3	9 762	1,2	166	9 928	-0,5	-75	9 853	-1,3	91
TOTAL DES DÉPENSES	115 865	6,8	157 577	4,4	3 054	160 631	6,0	2 628	163 259	7,7	5 682

(1) Ces prévisions correspondent à celles publiées dans le budget de mars 2025.

Annexe 2 : Évolution de certaines variables économiques

Indicateurs économiques récents au Québec

(variation en pourcentage par rapport à la période précédente, sauf indication contraire)

	Nov. 2024	Déc. 2024	Janv. 2025	Févr. 2025	Trimestres de 2024				2024	
					1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Prév. ⁽¹⁾	Obs. ⁽²⁾
PIB réel par industrie	-0,5	—	—	—	0,8	0,6	0,4	—	1,4	1,1
Création d'emplois (en milliers)	21,5	12,3	15,7	-3,4	-0,2	4,3	9,3	47,3	43,2	43,2
Taux de chômage (en pourcentage)	5,9	5,6	5,4	5,3	4,8	5,3	5,6	5,8	5,3	5,3
Ventes au détail (en termes nominaux)	0,0	3,8	-2,7	—	-1,3	0,4	1,8	2,4	1,8	1,8
Indice des prix à la consommation ⁽³⁾	1,5	1,6	1,8	2,0	3,4	2,7	1,7	1,6	2,3	2,3
Mises en chantier (en milliers)	63,3	50,9	67,1	54,3	49,0	51,4	39,0	55,7	48,7	48,7
PIB réel	—	—	—	—	0,8	0,6	0,4	—	1,4	1,0
PIB (en termes nominaux)	—	—	—	—	1,4	1,1	1,6	—	5,3	5,3
Consommation des ménages (en termes nominaux)	—	—	—	—	1,9	0,8	2,0	—	4,8	4,5
Salaires et traitements (en termes nominaux)	-1,7	0,9	—	—	2,2	0,7	2,5	1,4	5,6	5,6
Excédent d'exploitation net des sociétés (en termes nominaux)	—	—	—	—	-2,1	0,2	-2,2	—	0,4	2,0

(1) Ces prévisions correspondent à celles publiées dans le budget de mars 2025.

(2) Il s'agit du cumulatif des périodes disponibles par rapport à la même période de l'année précédente.

(3) Il s'agit de la variation par rapport à l'année précédente.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada et Société canadienne d'hypothèques et de logement.

► Note au lecteur

Le *Rapport sur la situation financière du Québec* fournit un aperçu des résultats financiers du gouvernement du Québec. Il est préparé dans le but d'accroître la transparence des finances publiques et d'effectuer un suivi régulier de l'atteinte de la cible relative au solde budgétaire pour l'année financière. Les informations financières qui y sont présentées ne sont pas auditées et sont basées sur les méthodes comptables utilisées dans les états financiers annuels du gouvernement.

► Informations financières consolidées

Les résultats consolidés regroupent les résultats de l'ensemble des entités faisant partie du périmètre comptable du gouvernement, c'est-à-dire qui sont sous son contrôle. Afin d'établir les résultats consolidés, le gouvernement élimine les opérations entre les entités du périmètre comptable. Des informations additionnelles sur l'organisation financière du gouvernement et le financement des services publics peuvent être consultées aux pages 14 à 19 du document [*Processus et documentation budgétaires : une reddition de comptes sur les finances publiques de l'État*](#).

► Date de publication du prochain rapport trimestriel

Le *Rapport sur la situation financière du Québec – 4^e trimestre de 2024-2025* sera publié en juin 2025.

Pour tout renseignement, communiquer avec la Direction des communications du ministère des Finances, à info@finances.gouv.qc.ca.

Le présent rapport est accessible sur le site Web du ministère des Finances : www.finances.gouv.qc.ca.